

26 FEV. 2024

**FEDERATION DES BOUCHES DU RHÔNE
DE PÊCHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE**

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DU 1^{ER} JUILLET 1901

8 Parc d'activités de Bompertuis - Avenue d'Arménie - 13 120 GARDANNE
SIREN 402 847 107

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire.

I – OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de LA FEDERATION DES BOUCHES DU RHÔNE DE PÊCHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée : « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels », du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé la mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, à la date d'émission du présent rapport sur la période analysée, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Nous n'avons pas relevé dans les éléments qui nous ont été communiqués d'éléments susceptibles de remettre en cause la continuité d'exploitation de votre entité.

IV - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification des appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les principes comptables ne donnent pas lieu à des interprétations différentes, notamment pour les éléments significatifs des comptes sociaux,
- il n'existe pas d'événements ou de données susceptibles d'avoir une incidence significative sur la lecture ou la compréhension des comptes, ou d'avoir pour fondement une interprétation subjective de faits,
- les comptes généraux, ont été vérifiés, et, d'une manière plus précise, les produits à recevoir,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

V - VERIFICATION DES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

VI - RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf liquidation amiable prévue ou cessation d'activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

VII - RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels, dont l'objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, la mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou

non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 06 février 2024

Tristan FARNALLIER,
Commissaire aux Comptes
AUDIT ASSISTANCE COMMISSARIAT



FDAAPPMA13

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Soldes N-1 de l'exercice

BILAN SYNTHETIQUE

Avec brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N		N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Fonds propres		
Immobilitisations incorporelles					Fonds ASSOCIATIF		
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation	396 498	396 498
- Autres	28 135	11 308	16 827	21 875	Réserves :		
Immobilitisations corporelles	1 848 574	1 352 133	496 441	558 724	- Réserve légale		
Immobilitisations financières	2 496		2 496	2 971	- Réserves réglementées		
TOTAL I	1 879 205	1 363 441	515 765	583 571	- Autres		
Actif circulant :							
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Report à nouveau	295 032	322 320
Marchandises					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(43 520)	(27 288)
Avances et acomptes versés sur commandes					Subventions d'investissement	193 781	259 575
					Provisions réglementées		
					TOTAL I	841 791	951 105
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés	41 808		41 808	58 317	Dettes		
Autres	150 489		150 489	197 544	Emprunts et dettes assimilées	43 461	56 223
Valeurs mobilières de placement	22 172		22 172	21 443	Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	247 923		247 923	268 432	Fournisseurs et comptes rattachés	14 334	52 279
Caisse	14		14	21	Autres	82 043	78 340
TOTAL II	462 407		462 407	545 757	TOTAL III	139 838	186 842
Charges constatées d'avance (III)	3 958		3 958	12 118	Produits constatés d'avance (IV)	500	3 500
TOTAL GENERAL (I+II+III)	2 345 569	1 363 441	982 129	1 141 446	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	982 129	1 141 446

FDAAPPMA13

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Solde N-1 de l'exercice

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Avec brouillard Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		38 293
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	16 540	
Achats d'approvisionnement	18 727	14 185	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	221 836	230 504	Subventions d'exploitation	384 034	405 006
Impôts, taxes et versements assimilés	10 134	10 536	Autres produits	223 918	217 240
Rémunération du personnel	267 666	250 445	PRODUITS FINANCIERS	4 073	1 529
Charges sociales	70 083	71 215			
Dotations aux amortissements	95 002	94 992			
Dotations aux provisions					
Autres charges	66 293	65 394			
CHARGES FINANCIERES	1 038	1 129			
TOTAL (I)	750 779	738 400	TOTAL (I)	628 565	662 067
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	1 110		PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	79 804	49 045
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	751 889	738 400	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	708 369	711 112
BENEFICE OU PERTE	(43 520)	(27 288)			
TOTAL GENERAL	708 369	711 112	TOTAL GENERAL	708 369	711 112

ANNEXE AU BILAN
ASSOCIATION FEDERATION DES BOUCHES DU RHÔNE
DE LA PÊCHE ET DE LA PROTECTION DU MILIEU

Clos le : 31 Décembre 2023

Durée : 12 mois

Total du bilan 982.129 €

Certifié par le président, Monsieur Luc Rossi

REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres immobilisations incorporelles	28 135		
Terrains	126 754		
Constructions	989 111		5 060
Installations techniques, matériel et outillage industriels	272 337		17 891
Autres immobilisations corporelles	475 680		4719
Immobilisations financières	2 971		25
TOTAL GENERAL	1 894 988		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			28 135	28 135
Terrains			126 754	126 754
Constructions			994 171	994 171
Installations techniques, matériel et outillage industriels			290 228	290 228
Autres immobilisations corporelles		42 978	437 421	437 421
Immobilisations financières		500	2 496	2 496
TOTAL			1 876 709	1 879 205

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	6 260	5 048		11 308
Terrains	0			0
Constructions	666 058	54 618		720 676
Installations techniques, matériel et outillage industriels	252 447	11 224		263 671
Autres immobilisations corporelles	386 653	24 113	42 978	367 787
Immobilisations financières	0			0
TOTAL	1 311 418	95 003	42 978	1 363 442

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immobilisations incorporelles	5 048				
Terrains					
Constructions	54 618				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 224				
Autres immobilisations corporelles	24 113				
Immobilisations financières					
TOTAL	95 003				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION FONDS PROPRES	OUVERTURE	AFFECTATION RÉSULTATS	AUGMENT°	DIMINUTION CONSO°	CLÔTURE
Fonds propres sans droit de reprise	396 498				396 498
Report à nouveau	322 320	(27 288)			295 032
Excédent ou déficit de l'exercice	(27 288)	27 288		(43 520)	(43 520)
Subventions d'investissement	259 575			(65 794)	193 781
TOTAL I	951 105	0	0	(109 314)	841 791

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients et comptes rattachés	41 808	41 808	
Autres créances	150 489	150 489	
TOTAL	192 297	192 297	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées	43 461	12 958	30 503	
Fournisseurs et comptes rattachés	14 334	14 334		
Personnel et comptes rattachés	13 855	13 855		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	22 604	22 604		
Autres impôts taxes et assimilés	45 233	45 233		
Autres dettes	350	350		
TOTAL	139 837			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Subventions	145 378
Total	145 378

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Congés payés et charges sociales sur C/P	20 088
Total	20 088

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires en nature (CVN)

Les contributions volontaires en nature ne sont pas comptabilisées conformément à l'article 211-2 du règlement ANC 2018-06.

L'association n'est pas en mesure de recenser et valoriser les CVN et la nature et l'importance des CVN ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

-INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

**A****A****C**

**FEDERATION DES BOUCHES DU RHONE
DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU
AQUATIQUE**

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DU 1^{ER} JUILLET 1901
8 Parc d'activités de Bompertuis - rue d'Arménie
13120 GARDANNE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Présenté à l'Assemblée Générale ordinaire.

Aux adhérents de l'association,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612- 6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été communiqué qu'aucune convention approuvée par l'assemblée générale délibérant au cours d'exercices antérieurs s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé, en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Fait à Aix en Provence, le 06 février 2023

Tristan FARNALIER,
Commissaire aux Comptes
AUDIT ASSISTANCE COMMISSARIAT

